

Avec la FSU, l'Education donne de la voix !

Formation, éducation prioritaire, programmes, dispositifs pédagogiques, rénovation des métiers, reconnaissance professionnelle, revalorisation salariale... autant de propositions que la FSU, avec les personnels, a toujours portées pour assurer la réussite de tous les jeunes et élever le niveau de qualification.

A mi-mandat où en sommes-nous des politiques éducatives ?

Certaines orientations décidées par la loi de Refondation peinent à se concrétiser (scolarisation des moins de 3 ans, « plus de maîtres que de classes », réforme de l'éducation prioritaire qui risque de laisser nombre d'écoles et d'établissements au bord du chemin...), d'autres sont sources de difficultés (réforme des rythmes scolaires qui après avoir occupé le devant de la scène, produit des résultats largement insatisfaisants ; des ESPE qui font face à des difficultés immenses...), d'autres enfin restent en attente (collège, lycées, gouvernance...). Et malgré des créations de postes, de nombreux problèmes demeurent sur le terrain (effectifs de classes trop lourds, remplacements, conditions de travail...). Car ces créations sont en grande partie absorbées par le rétablissement de la formation initiale et par une démographie croissante sans compter une crise de recrutement réelle.

A ce jour, le compte n'y est donc pas et les inquiétudes sont grandes.

Alors il n'est plus temps de tergiverser : il faut confirmer la priorité à l'Education

Car notre société, confrontée à une crise économique et sociale majeure, en proie à une crise de confiance en l'avenir, a plus que jamais besoin d'un système éducatif à la hauteur des enjeux.

L'éducation est un facteur majeur de démocratisation, d'égalité, de justice et de cohésion sociales. Et sans un haut niveau de formation, les évolutions technologiques, écologiques, culturelles... seront difficiles à conduire.

L'Education doit aussi permettre à chaque jeune de s'émanciper, de réussir son parcours scolaire, d'obtenir une qualification. C'est essentiel pour réussir sa vie personnelle et professionnelle. C'est bien la responsabilité de l'Education nationale.

Alors, face aux difficultés scolaires, aux inégalités, au décrochage, quid des réelles transformations du système éducatif attendues de la maternelle au lycée ? Quid d'une scolarité obligatoire portée à 18 ans ? Quid d'un accompagnement des élèves les plus fragiles par des équipes pluriprofessionnelles, autour des enseignants : CPE, Copsy, assistant-es sociaux, infirmiers-ères,... formés et en nombre suffisant ?

L'engagement des personnels ne se dément pas. Il a permis ces dernières années, malgré la crise et les difficultés, à plus de jeunes d'obtenir une qualification. Les enseignants et les personnels de l'éducation choisissent ces métiers avec la volonté de développer partout le service public, convaincus qu'il n'y a de fatalité ni à l'échec scolaire ni au développement des inégalités.

Alors maintenant ?

Le gouvernement ne doit ni hésiter ni renoncer !

Il doit porter un projet éducatif ambitieux, soutenir les investissements budgétaires à la hauteur des besoins.

De l'ambition pour tous les élèves : améliorer les conditions de scolarisation, créer davantage de réseaux d'éducation prioritaire pour prendre en compte toutes les zones fragiles, faire le bilan de la formation initiale pour permettre les réorientations nécessaires, développer la formation continue, réformer le collège et le lycée et notamment l'enseignement professionnel placé en concurrence avec l'apprentissage.

De l'ambition pour tous les personnels : améliorer les conditions de travail, reconnaître les professionnalités et rénover tous les métiers, revaloriser les salaires, créer les postes nécessaires.

Il n'y a plus de temps à perdre !

La priorité à la jeunesse passe par l'Ecole et par ses personnels. C'est un enjeu majeur pour l'avenir de notre société.



Paris le 22 novembre 2014